

## **Crise politique et tensions : les expulsions vers Haïti doivent cesser**

Le climat est extrêmement tendu en Haïti depuis le début de la crise électorale qui a conduit à l'annulation des élections présidentielles du dimanche 24 janvier. Depuis, les Haïtien.ne.s subissent une situation faite de violences et de fortes tensions politiques qui vient renforcer la situation de grande précarité dans laquelle se trouve le pays qui ne s'est pas relevé du séisme qui l'a touché en janvier 2010 et qui traverse une grave crise économique. Les manifestations de rues sont nombreuses. Le pays est en ébullition et la ville de Léogane (ville d'origine d'un grand nombre d'immigrés haïtiens en France) est particulièrement touchée et est en proie à de grandes violences. Tant qu'une issue ne sera pas trouvée à la crise politique, la situation générale du pays sera encore plus fragile qu'avant.

Nos associations rencontrent des Haïtien.ne.s sous le coup d'une mesure d'expulsion qui se disent extrêmement préoccupé.e.s de la situation parce qu'ils risquent de se retrouver isolés dans un pays qu'ils ont quitté depuis de nombreuses années pour certains, pays en proie à des violences quotidiennes. La sécurité des personnes expulsées n'est pas assurée, par conséquent celles-ci se trouvent dans une situation de grande vulnérabilité qui induit une forte précarité à l'arrivée.

En 2015, plus d'une centaine d'Haïtien.ne.s ont été expulsé.e.s, en grande majorité depuis les centres de rétention de Guyane et de Guadeloupe, et le phénomène se poursuit depuis le début de l'année en dépit de la situation.

**Nos associations, préoccupées par la situation de celles et ceux qui sont renvoyé.e.s dans ce pays dans un tel contexte, demandent aux autorités françaises de suspendre tout éloignement forcé vers Haïti.**

### Signataires :

Le Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR), La Cimade, Le Collectif Haïti de France (CHF), Le Groupe d'information et de soutien des immigrés (Gisti), La Ligue des droits de l'Homme (LDH), L'Asosiyasyon Solidarité Karayib (Assoka), L'Union des Femmes de la Martinique (UFM)

### Contacts presse :

Mathilde Ory, Collectif Haïti de France, coordinatrice : 01 43 48 31 78

Mathilde Bachelet, La Cimade, responsable action en rétention outre-mer : 06 94 24 76 03